

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 24 MARS 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 24 mars 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	20	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/03/036

**AVENANT N° 2 -
CONVENTION D'EXECUTION
DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES
MODALITES DE RECOURS A
L'UGAP PAR LA
METROPOLE TPM**

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Edwige MARINO, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Yannick CHENEVARD, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Christophe MORENO, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. François CARRASSAN, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Magali TURBATTE, M. Pierre BONNEFOY, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josy CHAMBON, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Geneviève LEVY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Joseph MINNITI ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Francis ROUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Frédéric BOCCALETTI ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE.

ABSENTS :

Mme Rachel ROUSSEL, M. Emilien LEONI.

Séance Publique du 24 mars 2022

N° D' O R D R E : 22/03/036

**O B J E T : AVENANT N° 2 - CONVENTION D'EXECUTION DE
PARTENARIAT DEFINISSANT LES MODALITES DE
RECOURS A L'UGAP PAR LA METROPOLE TPM**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°19/12/446 du 10 décembre 2019 portant adoption d'une nouvelle convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour les années 2020 à 2024,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 14 mars 2022,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est partenaire, par convention notifiée le 13 janvier 2020, de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour les années 2020 à 2024,

CONSIDERANT qu'au titre de cette convention de partenariat, les établissements satellites de la Métropole TPM (l'EPCC Opéra, l'EPCC ESAD TPM), ses communes membres et le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Toulon bénéficient des conditions tarifaires établies au regard des volumes d'achat ainsi massifiés à l'échelle du territoire,

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions de l'article 2.2 de ladite convention, le périmètre des besoins à satisfaire auprès de l'UGAP peut évoluer, par avenant à la première convention, en fonction de l'évolution des besoins de la Métropole TPM, ainsi que de l'offre de l'UGAP, les besoins pouvant être étendus à d'autres univers,

CONSIDERANT qu'au regard de ses nouveaux besoins, en lien avec la stratégie d'achat conclue pour la Métropole TPM prévoyant l'externalisation de certains achats non stratégiques au profit des centrales d'achat, l'univers « Mobilier et équipement général » est intégré à la convention,

CONSIDERANT qu'au vu de son engagement de dépenses pour cet univers « Mobilier et équipement général » pour la période de la convention, l'UGAP fixe les taux de marges nominaux optimisés suivant :

- Mobilier : 5 %, taux applicable aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP,
- Equipement général : 8 %, taux applicable aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat entre la Métropole TPM et l'UGAP.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'avenant prend effet à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'avenant est sans incidence pour l'ensemble des autres dispositions et conditions tarifaires de la convention.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



A large, stylized handwritten signature in blue ink, appearing to be 'H. Falco', written over a horizontal line.

POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

AVENANT N° 2
A LA CONVENTION D'EXECUTION DE PARTENARIAT DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A
L'UGAP PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Entre, d'une part :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée

107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - 83041 Toulon CEDEX

Représenté(e) par Monsieur Hubert FALCO, Président

Personne responsable de l'exécution de la convention : Monsieur Laurent LEQUILLIEC, Chef du service Prospective&Performance des achats

Téléphone : 04 94 03 97 15
Email : llequilliec@metropoletpm.fr

Ci-après dénommé(e) « la Métropole TPM » ou le Partenaire »,

Et d'autre part :

L'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)

Etablissement public à caractère industriel et commercial régi par le décret n° 85-801 du 30 juillet 1985, modifié, RCS B 776 056 467 à Meaux, ayant son siège social 1 boulevard Archimède, Champs sur Marne 77444 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2

Représentée par le président de son conseil d'administration, habilité à cet effet par l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 susmentionné et par délégation, par Madame Isabelle DELERUELLE, Directrice générale déléguée, en vertu de la décision n°2018/007 du 13 avril 2018

Personne responsable de l'exécution de la convention, agissant par délégation : Yves AUTIN, Directeur du Réseau Territorial Adjoint.

Téléphone : 04 42 65 25 21
Email : yautin@ugap.fr

Ci-après dénommée « l'UGAP »,

CONVENTION INITIALE

La convention initiale a pour objet de définir les modalités de recours à l'UGAP par le Partenaire. Elle a été notifiée le 13 janvier 2020.

AVENANT N° 1 : a pour objet de modifier l'article 4.2.1 « Ajustement en fonction du montant annuel des commandes par « univers » de la convention initiale du 13 janvier 2020.

AVENANT N° 2 : a pour objet l'extension du périmètre de la convention à un nouvel univers « Mobilier et Equipement Général » au regard des montants d'engagement sur ces nouveaux besoins conformément aux dispositions de l'article 2.2 de ladite convention « Extension du périmètre des besoins ».

La convention dont la désignation est mentionnée ci-dessus est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 2

En application de l'article 2.2 de la convention de partenariat susmentionnée, le périmètre des besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est étendu à l'univers « Mobilier et Equipement Général », conformément à sa demande d'extension exprimée en décembre 2021, sous réserve de l'atteinte minimum d'engagement de 5M€ HT par le partenaire.

Les taux de marges nominaux sont ainsi appliqués sur ledit univers conformément à l'annexe 1 de la convention et en considération des montants d'engagement précisés à l'article 3 du présent avenant.

ARTICLE 3

En application de l'article 2 du présent avenant, est modifiée comme suit l'annexe 3 à la présente convention « 3.3 Nature et étendue des besoins à satisfaire : univers « Mobilier et Equipement Général » :

ANNEXE N°3

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

3.3 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Mobilier et équipement général

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats « mobilier » :

- mobilier de bureau
- petite enfance et enseignement
- mobilier de réunion et d'accueil
- mobilier de collectivité

Segments d'achats « équipement général » :

- hygiène et entretien
- mobilier urbain et municipal
- équipement général
- restauration professionnelle
- équipements de protection individuelle et uniformes
- vêtements de travail

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, décrits ci-dessus, sont estimés à 2 500.000 € HT sur la période 2022/2024 (hors besoins des bénéficiaires satellites non estimés à ce jour).

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, les taux de marge nominaux pour l'univers « Mobilier et équipement général » sont établis :

- à 5 % pour le mobilier,
- à 8 % pour l'équipement général.

Ils s'appliquent aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

ARTICLE 4

L'extension du nouvel univers entre en vigueur à compter de la notification du présent avenant au partenaire.

ARTICLE 5

Toutes les clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le présent document a été établi en deux exemplaires originaux.

Fait à le	Fait à Champs sur Marne le
Pour le Partenaire (*) : <i>(nom et qualité du signataire)</i>	Pour l'UGAP : Pour le Président du conseil d'administration, et par délégation : La Directrice générale déléguée Isabelle DELERUELLE

() : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement.
Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.*

Arrivée au Service Courrier le .

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20191210-CONV-UGAP-CC

Date de télétransmission : 13/01/2020

Date de réception préfecture : 13/01/2020

CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Entre : la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 83041 Toulon cedex 09.

représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » et « **le partenaire** » d'une part ;

Et : l'Union des groupements d'achats publics,

Etablissement public industriel et commercial de l'Etat, créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, dont le siège est 1, boulevard Archimède – Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-vallée cedex 2,

représentée par Monsieur Edward JOSSA, Président du conseil d'administration, nommé par décret du 15 septembre 2016, en vertu de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 précité, et par délégation, par Madame Isabelle DELERUELLE, Directrice générale déléguée, en vertu de la décision n°2018/007 du 13 avril 2018 ;

ci-après dénommée « **l'UGAP** » d'autre part ;

Vu les articles L2113-2 et L2113-4 du code de la commande publique, définissant, pour le premier, les modalités d'intervention des centrales d'achat et prévoyant, pour le second, que l'acheteur, lorsqu'il recourt à une centrale d'achat, est considéré comme ayant respecté ses obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;

Vu le décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, notamment ses articles 1^{er}, 17 et 25 disposant, pour le premier, que l'UGAP « *constitue une centrale d'achat au sens [du code de la commande publique]* », pour le deuxième, que « *l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions [du code de la commande publique] applicables à l'Etat* » et, pour le troisième, que « *les rapports entre l'établissement public et une collectivité ou un organisme mentionné à l'article 1^{er} peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement* » ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'UGAP du 12 avril 2012, approuvant les modalités de la politique tarifaire des partenariats, modifiée par la délibération du 28 mars 2017 ;

Vu la délibération du Conseil métropolitain en date du 10/12/2019 autorisant la conclusion de la présente convention ;

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention définit les modalités selon lesquelles la Métropole TPM satisfait une partie de ses besoins, notamment dans les univers définis en annexe 3 de la présente convention, auprès de l'UGAP.

Elle précise, par ailleurs, les modalités permettant à la Métropole TPM de faire bénéficier, outre ses communes membres, les pouvoirs adjudicateurs et/ou entités adjudicatrices qu'elle-même ou une de ses communes membres finance et/ou contrôle, ci-après dénommés « bénéficiaires », des conditions de la présente convention.

Elle fixe enfin les tarifications applicables au partenariat et ses modalités d'exécution.

Article 2 – Définition des besoins à satisfaire

Les besoins que la Métropole TPM s'engage à satisfaire auprès de l'UGAP sur la durée de la présente convention sont précisés en annexe 3 du présent document.

2.2 Extension du périmètre des besoins

Le périmètre des besoins à satisfaire auprès de l'UGAP peut évoluer, par avenant à la présente convention, en fonction de l'évolution des besoins de la Métropole TPM, ainsi que de l'évolution de l'offre de l'UGAP.

Les besoins peuvent être étendus à d'autres univers.

La demande d'extension sur le/les segment(s) d'achat et/ou univers est effectuée par le représentant du partenaire, figurant en page 1, par écrit, à la personne en charge du suivi de la convention à l'UGAP. Elle précise la nature des prestations envisagées et les montants d'engagements sur ces nouveaux besoins exprimés en euros HT pour la durée restante de la convention.

L'extension au(x) nouveau(x) segment(s) d'achats ou univers entre en vigueur à compter de la date de notification de l'avenant afférent. Cette dernière mentionne, le cas échéant, toutes précisions utiles, notamment la tarification applicable.

2.3 Disponibilité de l'offre

L'UGAP s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la disponibilité constante de l'offre correspondant à la satisfaction des besoins figurant en annexe 3 pendant toute la durée de la convention.

Le non-respect par l'UGAP des stipulations du précédent alinéa a pour effet de libérer la Métropole TPM, pendant la durée d'indisponibilité, de son engagement relatif à la satisfaction de son besoin, sans qu'aucune pénalité ne soit appliquée.

Article 3 – Association au partenariat

Les communes membres de la Métropole TPM sont éligibles de droit au bénéfice des dispositions de la présente convention.

La Métropole TPM peut, à tout moment, solliciter l'intégration de pouvoirs adjudicateurs et/ou entités adjudicatrices qu'elle-même ou une de ses communes membres finance et/ou contrôle. Pour ce faire, elle adresse à l'UGAP une demande d'extension du champ des bénéficiaires de la présente convention. L'extension entre en vigueur à compter de notification de l'avenant afférent à l'UGAP.

La demande d'extension précise les noms et adresse des bénéficiaires et leurs liens avec la Métropole TPM. Lesdits pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices sont intégrés dans la liste des bénéficiaires figurant en annexe 2.

Les besoins exprimés par ces bénéficiaires sont comptabilisés dans les volumes d'achats au titre de la présente convention.

Article 4 – Conditions tarifaires

4.1 Conditions tarifaires partenariales

La délibération du conseil d'administration du 12 avril 2012 susvisée modifiée définit les modalités de détermination des taux nominaux partenariaux et de calcul des minorations. La délibération en vigueur au jour de la signature de la présente convention est susceptible d'être modifiée en cours d'exécution de la convention.

Les taux de marge nominaux sont appliqués conformément à l'annexe 1 et en considération des montants d'engagement précisés en annexe 3 de la présente convention.

La tarification partenariale consiste en l'application d'un taux de marge nominal aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la passation de la commande. Certaines offres sont cependant exclues de la tarification partenariale.

4.2 Suivi de l'application des conditions tarifaires

4.2.1 Ajustement en fonction du montant total annuel des commandes par univers

Après deux ans de convention, lorsque le montant annuel des commandes enregistrées pour un univers donné se révèle très supérieur ou très inférieur à la quote-part annuelle du montant d'engagement sur cet univers, tel que mentionné en annexe 3, dans une proportion pouvant raisonnablement laisser supposer un changement de tranche de tarification (voir annexe 1) avant la fin de la convention, l'UGAP propose au partenaire un réajustement desdits besoins et des conditions tarifaires y afférentes, sans qu'il n'y ait d'effet rétroactif.

Ces éventuels réajustements font l'objet de discussions entre les parties et notamment, en cas de passage à une tranche plus avantageuse, l'UGAP demandera que le partenaire confirme les tendances d'augmentation des volumes sur la durée.

Lorsque le montant total des commandes enregistrées pour un univers donné dépasse l'engagement initial pour atteindre la tranche d'engagement supérieure, l'UGAP applique les nouvelles tarifications plus favorables associées.

En toute hypothèse, l'UGAP ne pourra pas mettre en cause la responsabilité de la Métropole TPM dans le cas où, sur la durée de la convention, le seuil financier des commandes réalisées par l'ensemble des bénéficiaires est inférieur aux volumes des besoins estimés tels que définis en annexe 3.

4.2.2 Ajustement en fonction du montant total annuel des commandes tous univers confondus

Chaque année conformément à l'annexe 1, point 3° - *Minoration des taux nominaux* -, et compte tenu du volume des commandes partenariales enregistrées en année N-1, tous univers confondus, le taux de marge nominal applicable pour l'année N peut être minoré de 0,1 à 0,5 point. Le partenaire est informé de la minoration pour effet volume qui lui est applicable dans le premier trimestre de chaque année.

4.3 Accès aux conditions tarifaires grands comptes

Hors les univers couverts par la tarification partenariale, le partenaire bénéficie, dès la signature, des meilleures conditions tarifaires dites « Grands Comptes » définies dans l'annexe 1 « Conditions générales de tarification ». Ces conditions sont non contractuelles et sont susceptibles de modifications.

Article 5 – Documents contractuels

Les relations entre la Métropole TPM et ses bénéficiaires, d'une part, et l'UGAP, d'autre part, sont définies, par ordre de priorité décroissant, en référence aux documents suivants :

- la présente convention, ses annexes et, le cas échéant, les avenants à la convention
- le cas échéant, les conventions d'exécution des services et/ou de passation de marchés subséquents ;
- les commandes ;
- le cas échéant, les conditions générales d'exécution des prestations ;
- et de manière supplétive, les conditions générales de vente (CGV) de l'UGAP, accessibles sur le site internet ugap.fr.

Article 6 – Relations financières entre les parties

6.1 Versement d'avances

Pour certains univers et pour les produits qui le justifient (délai de livraison supérieur au délai de paiement de l'avance) et conformément à l'article 13 du décret du 30 juillet 1985 modifié susmentionné, il peut être versé des avances à la commande, sans limitation de montant. Cependant, aucune demande de versement d'avance d'un montant inférieur à 8 000€ ne sera acceptée par l'UGAP.

6.2 Établissement et modification du taux de versement d'avances

La délibération du 12 avril 2012 susvisée prévoit que le versement d'avances à la commande ouvre droit à une minoration du taux de marge égale à la moitié de la valeur absolue du taux d'avance versé (exemple, pour le versement d'avance à 60 %, le taux de marge est minoré de 0,3 point). Pour que le partenaire puisse bénéficier de cette minoration, le taux d'avance doit être établi pour une période de 12 mois et s'appliquer à chacune des commandes. Le partenaire peut annuellement en modifier le taux.

L'établissement du taux et ses éventuelles modifications ultérieures sont effectués par écrit du partenaire à l'UGAP.

6.3 Paiements dus à l'UGAP

Le paiement intervient dans les conditions prévues par la réglementation applicable en matière de lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les comptables assignataires des paiements dus à l'UGAP sont ceux des services ayant passé commande.

Les titres de paiement sont établis exclusivement au nom de l'agent comptable de l'UGAP. Ils rappellent les références de la facture présentée par l'UGAP.

Les virements sont effectués au compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'UGAP, à la Recette générale des Finances de Paris, sous le numéro « 10071 75000 00001000047 36 ».

Article 7 – Participation du partenaire à la co-prescription

La direction territoriale de l'UGAP compétente adresse au partenaire, chaque début d'année, une information sur le programme d'appels d'offres de l'année suivante.

Dans ce cadre, le partenaire peut demander à l'UGAP l'intégration de besoins spécifiques aux cahiers des charges des procédures à lancer.

Lorsque la Métropole TPM et l'UGAP souhaitent conjointement satisfaire un besoin nouveau, le partenaire s'adresse à l'UGAP pris en sa qualité d'opérateur d'achat. Dans ce cas, sa participation à la procédure s'effectue selon les modalités décrites dans une convention spécifique de co-prescription.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20191210-CONV-UGAP-CC
Date de télétransmission : 13/01/2020
Date de réception préfecture : 13/01/2020

L'ensemble des documents ou informations transmis à la Métropole TPM dans le cadre de l'intégration de ses besoins aux consultations lancées par l'UGAP, et notamment durant la phase de passation du ou des marchés en découlant, ne peuvent être communiqués, sous quelque forme que ce soit, à d'autres personnes que leurs destinataires sans accord préalable de l'UGAP.

Article 8 – Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de réception, par l'UGAP, de l'original qui lui est destiné, signé par la Métropole TPM pour une durée de quatre ans.

Article 9 – Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, à tout moment, moyennant un préavis de 3 mois donné par lettre recommandée avec avis de réception postale.

La dénonciation de la présente convention n'exonère pas les parties de l'exécution des commandes passées jusqu'à la date de prise d'effet de la dénonciation.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

Fait à Toulon, le 13/01/2020

Fait à Champs-sur-Marne, le 25 OCT. 2019

**Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

A blue ink signature of Hubert Falco, written over a circular official stamp of the Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Hubert FALCO

**La Directrice générale déléguée
de l'Union des groupements
d'achats publics**

A blue ink signature of Isabelle Deleruelle, written over a circular official stamp of the Union des groupements d'achats publics.

Isabelle DELERUELLE

Date de réception par l'UGAP
de la présente convention

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Conditions générales de tarification de l'UGAP

Les conditions générales de tarification de l'UGAP décrites ci-après sont celles en vigueur au jour de la signature de la présente convention. Elles sont susceptibles de modifications dans leurs principes, leurs niveaux et leurs modalités d'application. Toutefois, les taux nominaux de(s) (l')univers contractualisé(s) demeurent applicables jusqu'au terme de la présente convention.

1° Différents types de tarification en vigueur à l'UGAP

L'UGAP applique à ses usagers trois différents types de tarification, en fonction de la manière dont ils ont recours à elle et des volumes d'achats qui sont les leurs.

L'utilisateur qui recourt à l'UGAP de façon ponctuelle et pour des achats de faible volume se voit appliquer la tarification dite « tout client », telle qu'elle résulte de ses catalogues.

Pour des volumes d'achats plus importants et selon des seuils définis par l'UGAP, l'utilisateur se voit appliquer la tarification dite « Grands Comptes » dans les conditions décrites ci-après.

Enfin, les grandes collectivités publiques qui souhaitent confier à l'UGAP la mise en place de procédures visant plus spécifiquement à satisfaire leurs besoins, ont la possibilité de mettre en place, avec elle, des mécanismes partenariaux tels que décrits ci-après.

2° Modalités d'accession à la tarification « Grands Comptes »

Pour certains groupes de produits, la tarification « Grands Comptes » s'opère par réduction du prix de vente normalement applicable à l'ensemble des usagers et figurant aux différents catalogues.

Lorsqu'elle est prévue pour un groupe de produits donné, elle est automatiquement appliquée, par le système d'information de l'UGAP :

- lorsqu'une commande unique dépasse le ou l'un des seuil(s) fixé(s) par l'UGAP pour le groupe de produits considéré, la réduction s'applique à l'ensemble de la commande et ce, au premier euro ;
- lorsque la somme des commandes enregistrées au cours d'une même année atteint le ou l'un des seuil(s) susmentionné(s), la tarification « Grands Comptes » s'applique aux commandes passées postérieurement au franchissement dudit seuil ;

Lorsqu'un usager a atteint lesdits seuils au cours de l'année précédente, la remise « Grands Comptes » est appliquée au premier euro à toutes les commandes passées l'année suivante sur les groupes de produits considérés.

Conditions tarifaires « Grands Comptes »

Elles consistent en l'application d'un ou de taux de remise sur le prix figurant aux catalogues de l'UGAP.

Les taux de remise maximums figurent ci-après.

3° Conditions d'éligibilité aux partenariats et modalités de tarification partenariale

Au jour de la signature de la présente convention, les dispositions qui régissent les partenariats et les modalités de tarification partenariale sont celles issues de la délibération du 12 avril 2012 et sont décrites ci-après.

- Fonctionnement de la tarification partenariale

Sont éligibles à la conclusion d'une convention partenariale les administrations d'Etat ou administrations publiques locales ou établissements du secteur hospitalier et médico-social ou regroupements volontaires de ces administrations disposant d'un volume d'achats supérieur ou égal à 5 M€ sur la durée de la convention, pour un univers cohérent de prestations.

Il existe 5 univers cohérents de prestations: véhicules, mobilier et équipement général, services, médical, informatique et consommables.

Taux nominaux

La tarification partenariale est constituée à partir de taux nominaux. Ces taux sont fixés, pour chaque univers cohérents de prestations, au regard du volume d'engagement porté par le partenaire.

Les taux sont dégressifs en fonction de l'importance des engagements d'achats. Il existe quatre niveaux d'engagement : de 5 à 10 M€ HT, de 10 à 20 M€ HT, de 20 à 30 M€ HT et plus de 30 M€ HT.

Minoration des taux nominaux

Les taux nominaux peuvent se trouver minorés :

- en cas de versement d'avances à la commande, à condition toutefois que le bénéficiaire s'engage à toujours verser le même taux d'avances sur une durée d'un an. Dans ce cas, la minoration appliquée est égale à la moitié de la valeur du taux d'avance. Pour exemple, un taux d'avance de 80 %, donne lieu à une réduction de $\frac{1}{2} \times 0,8 = 0,4$ point ;
- à l'utilisation de l'outil de commande en ligne ; la minoration de 0,5 point est alors appliquée, sous réserve de variation en cas d'utilisation de la carte d'achat ;
- en fonction du volume de commandes partenariales adressé par le partenaire sur tous les univers de produits, l'année précédente (N-1). Dès lors, et si les résultats de l'établissement le permettent, le taux nominal (hors univers médical) se réduit en année N de 0,1 point lorsque les commandes partenariales enregistrées ont été comprises entre 10 et 20 M€, de 0,2 point lorsqu'elles ont été comprises entre 20 et 30 M€ et ainsi de suite jusqu'à 0,5 point pour des commandes dépassant les 50 M€.

Taux résiduels

Une fois minorés, les taux nominaux deviennent taux résiduels. Ils sont appliqués, automatiquement par le système d'information de l'établissement aux prix d'achat HT des fournitures ou services, tels qu'ils ressortent des marchés passés par l'établissement.

Le détail des seuils et taux nominaux et minorations applicables au jour de la signature de la présente convention figurent ci-dessous.

Conditions d'éligibilité applicables aux administrations publiques locales

Sont éligibles à la tarification partenariale les administrations publiques locales ou groupes d'administrations publiques locales s'engageant, par convention, sur un volume d'achats supérieur à 5M € pour un univers cohérent de produits ou services et sur la durée de la convention.

Les dispositions relatives aux seuils de tarification figurant ci-dessus sont applicables aux regroupements volontaires d'administrations publiques locales, ainsi que ceux prévus par la loi. De même, elles peuvent être mobilisées au profit d'administrations publiques locales souhaitant mutualiser, par ce biais, leurs besoins propres et ceux des pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices qu'elles financent et/ou dont elles assurent le contrôle.

8/18

TARIFICATION PARTENARIALE

Taux de marge nominaux appliqués par univers cohérent de produits ou services ⁽¹⁾										
Montant HT d'engagement par univers sur la durée de la convention ⁽²⁾	Véhicules ⁽³⁾	Mobiliement général		Services ⁽³⁾	Médical			Informatique et consommables		
		Équipement général	Mobilier		Équipements lourds et consommables	Mobilier et autres équipements	Consommables de bureau	Matériels informatiques	Prestations intellectuelles informatiques	
5 à 10 M€	4,0 %	5,0 %	8,0 %	5,5 %	3,7 %		5,5 %	6,0 %	5,0 %	5,5 %
< 10 à 20 M€	3,4 %	4,0 %	6,0 %	5,0 %				4,0 %	4,0 %	5,0 %
< 20 à 30 M€	3,0 %	3,5 %	5,5 %	4,8 %	3,5 %		5,0 %	3,7 %	3,5 %	4,8 %
+ de 30 M€	2,4 %	3,0 %	4,6 %	4,6 %	2,7 %		4 %	3,5 %	3,0 %	4,6 %
Minorations pour avances	de 0,2 à 0,5 points en fonction du taux d'avance annuel									
Minorations Cde en ligne ⁽⁴⁾	-0,5 point automatiquement retiré en cas d'utilisation de l'outil de commande en ligne									
Minoration pour volume de commandes partenariales ⁽⁵⁾	de 0,1 à 0,5 point en fonction du volume de commandes partenariales adressées en année N-1									
<div>(1) Le taux s'applique au prix d'achat hors taxe en vigueur à l'UGAP à la réception de la commande</div> <div>(2) L'estimation de l'engagement est réalisée par univers sur la durée totale de la convention (3 ou 4 ans)</div> <div>(3) L'univers « véhicules » inclut la fourniture de carburants en vrac – L'univers « Services » inclut la fourniture de combustibles en vrac.</div> <div>Ces produits pétroliers font l'objet des tarifications partenariales suivantes :</div> <div>- 12 € HT / m3 pour des engagements compris entre 5 et 20 M€ HT (réduit à 10 € HT en cas de commande en ligne)</div> <div>- 10 € HT / m3 pour les engagements supérieurs à 20 M€ HT (réduit à 8 € HT en cas de commande en ligne)</div> <div>(4) La minoration pour commande en ligne ne s'applique pas sur l'univers Services.</div> <div>(5) La minoration pour volume de commandes partenariales tient compte, pour son calcul, des commandes de l'univers Médical mais elle ne s'applique pas aux commandes de l'univers Médical</div> <div>Les taux de marge ne s'appliquent pas aux offres exprimées en prix forfaitaire</div> <div>Certaines offres, dont les offres faisant l'objet de cotations sur les sites des titulaires, sont exclues (ou pourront être exclues à l'occasion du renouvellement de marche) de la tarification partenariale.</div>										

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20191210-CONV-UGAP-CC
Date de télétransmission : 13/01/2020
Date de réception préfecture : 13/01/2020

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Liste des bénéficiaires

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres :
 - Carqueiranne
 - La Crau
 - La Garde
 - Hyères-les-Palmiers
 - Ollioules
 - Le Pradet
 - Le Revest-les-Eaux
 - Saint-Mandrier-sur-Mer
 - Six-Fours-les-Plages
 - La Seyne-sur-Mer
 - Toulon
 - La Valette-du-Var
- L'EPCC OPERA TPM
- L'EPCC ESAD TPM
- Le CCAS de la Ville de TOULON.

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

3.1 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Véhicules

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE

Segments d'achats :

- électromobilité (véhicules utilitaires légers, vélos, scooters, petit utilitaire, véhicules industriels propres) ;
- véhicules légers (véhicules particuliers, deux roues motorisés, 4X4) ;
- véhicules utilitaires (petites fourgonnettes, fourgonnettes, fourgonnettes GNV, utilitaires moyens, grand utilitaire, berline compacte économique) ;
- véhicules industriels et engins spéciaux (châssis PL équipements hydrauliques, engins d'entretien des espaces verts, entretien routier de viabilité hivernale, signalisation lumineuse, environnement voirie, engins de travaux publics) ;
- embarcations ;
- véhicules funéraires
- véhicules de lutte contre les incendies,
- véhicules de secours ;
- moyens élévateurs ;
- gestion de flotte automobile (hors tarification partenariale) ;
- transports en commun ;
- drones ;
- carburant en vrac et lubrifiants
- location de véhicules (hors tarification partenariale).

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins décrits ci-dessus de la Métropole TPM sont estimés à 5 M€ HT sur la durée de la convention.

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP, le taux de marge nominal pour l'univers « véhicules » est établi à 4 % (et 5 % pour les lubrifiants).

Il s'applique aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

Le coût d'intervention de l'UGAP, pour la fourniture de carburant en vrac, est de 12 €/m³ pour les commandes non dématérialisées et de 10 €/m³ pour les commandes en ligne.

Ces montants s'ajoutent aux prix d'achats du produit pétrolier en vigueur à l'UGAP à la réception de la commande.

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

3.2 Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Informatique et consommables

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE

Segments d'achats « informatique » :

- micro-informatique (ordinateurs, écrans, périphériques, prestations),
- logiciels
- matériels de reprographie
- prestations de téléphonie fixe,
- prestations de téléphonie mobile,
- prestations WAN (IP/VPN, ...),
- systèmes de téléphonie (IPBX, petits matériels de téléphonie, ...),
- infrastructures serveurs et stockage et prestations associées
- infrastructures réseaux (LAN, WAN) et prestations associées
- multimédia – visioconférence

Segments d'achats « consommables de bureau » :

- fournitures de bureau
- consommables informatiques
- papier

Segments d'achats « prestations intellectuelles » :

- prestations intellectuelles informatiques en unité d'œuvres

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins décrits ci-dessus de la Métropole TPM sont estimés à 5 M€ HT sur la durée de la convention.

TAUX DE MARGE NOMINAL DE L'UGAP :

Conformément aux conditions générales de tarification de l'UGAP et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, les taux de marge nominaux pour l'univers « Informatique et consommables » sont établis :

- à 5 % pour les matériels informatiques,
- à 6 % pour les consommables de bureau,
- à 5,5 % pour les prestations intellectuelles.

Ces taux s'appliquent aux prix d'achat HT en vigueur au moment de la réception de la commande par l'UGAP.

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

3.3. Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Mobilier et équipement général

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats « mobilier » :

- mobilier de bureau,
- petite enfance et enseignement,
- mobilier de réunion et d'accueil,
- mobilier de collectivité.

Segments d'achats « équipement général » :

- hygiène et entretien,
- mobilier urbain et municipal,
- équipement général,
- restauration professionnelle,
- équipements de protection individuelle,
- vêtements de travail,
- gilets pare-balles et pare-lames,
- matériel de reconnaissance et de sauvetage,
- accessoires hydrauliques, pièces de jonction, lances, tuyaux,
- motopompes et matériels d'épuisement,
- échelles,
- outils et accessoires pour interventions diverses,
- matériel de force,
- groupes électrogènes, matériels d'éclairage, de signalisation et de balisage,
- uniformes et tenues d'intervention.

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins de la Métropole TPM décrits ci-dessus sont estimés à 1 M€ HT sur la durée de la convention.

TAUX DE REMISE DE L'UGAP :

En application de l'article 4.3 de la présente convention et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, la remise tarification grands comptes pour l'univers mobilier hors équipement général est fixée :

- à 5 % pour le mobilier de bureau
- à 7 % pour le mobilier scolaire et collectif.

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

3.4. Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Services

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats :

- prestations de propreté et d'hygiène des locaux ;
- prestations d'accueil (accueil de visiteurs et/ou d'accueil téléphonique et/ou d'accueil événementiel) ;
- prestations de sécurité humaine : surveillance, télésurveillance, gardiennage de bâtiments et de sécurité des personnes ;
- prestations d'AMO sécurité ;
- prestations de transfert administratif ou industriel ;
- prestations de maintenance des ascenseurs et des appareils de levage ;
- prestations de contrôles réglementaires des bâtiments (dont contrôle réglementaire des ascenseurs et des appareils de levage) ;
- prestations de maintenance multi technique des bâtiments ;
- approvisionnement en fioul des bâtiments ;
- déplacement professionnel (hors tarification partenariale) ;
- formation professionnelle (hors tarification partenariale) ;
- prestation à l'aide de drones ;
- sécurité électronique (vidéo protection, intrusion, contrôle accès, prestations annexes).

Segment achats énergie :

- approvisionnement en fioul domestique ;
- fourniture gaz naturel (hors tarification partenariale) ;
- fourniture d'électricité (hors tarification partenariale).

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins de la Métropole TPM décrits ci-dessus sont estimés à 300.000€ HT sur la durée de la convention.

TAUX DE REMISE DE L'UGAP :

En application de l'article 4.3 de la présente convention et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, la remise tarification grands comptes pour l'univers service est fixée :

- à 1 % pour les services.

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

3.5. Nature et étendue des besoins à satisfaire : Univers Médical

NATURE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Segments d'achats :

- équipements biomédicaux (imagerie médicale, techniques opératoires désinfection – stérilisation - hygiène, anesthésie – réanimation ;
- consommables : dispositifs médicaux stériles et non stériles, consommables biomédicaux, consommables de soin ;
- mobilier médical ;
- équipements de soin ;
- laboratoire (équipements de base, automates et produits de biologie).

ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE :

Les besoins de la Métropole TPM décrits ci-dessus sont estimés à 150.000€ HT sur la durée de la convention.

TAUX DE REMISE DE L'UGAP :

En application de l'article 4.3 de la présente convention et au regard de l'étendue des besoins figurant ci-dessus, la remise tarification grands comptes pour l'univers médical est fixée :

- Néant.

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
DEFINISSANT LES MODALITES DE RECOURS A L'UGAP
PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Modalités particulières d'exécution

1 – Commandes

1.1 Modalités de passation des commandes

TPM peut recourir à l'établissement sous trois formes, suivant la nature du produit commandé :

- par commande dématérialisée en utilisant le site de commande en ligne de la centrale d'achat (carburants notamment) ;
- par bons de commande transmis par courrier, télécopie, ou message électronique (véhicules notamment) ;
- par convention particulière lorsque les prestations de services sont soumises à un minimum d'engagement de durée et/ou de commandes (maintenance véhicules notamment) et/ou lorsque les prestations de services à réaliser nécessitent la passation d'un marché subséquent.

1.2 Modalités d'exécution des commandes

Les modalités d'exécution des prestations relatives notamment, aux livraisons et aux modalités de vérification et d'admission ainsi qu'aux modalités de paiement sont précisées dans les CGV visées à l'article 5 ou lorsqu'elles existent, dans les conditions générales d'exécution des prestations concernées. L'UGAP informe l'acheteur des modalités de commandes applicables et, le cas échéant, du contenu des conditions générales d'exécution des prestations, avant toute commande.

Concernant l'admission des véhicules, l'UGAP est chargée de veiller à la transmission des documents réglementaires (certifications, certificats de carrosserie...).

Les opérations de contrôle final et d'admission sont effectuées par le représentant du client partenaire et sous sa responsabilité.

2 – Résolution des litiges

En cas de difficultés, il convient le plus rapidement possible, de les signaler à l'UGAP, de manière à ce qu'elle consigne les faits et se charge de leur règlement. Ce signalement doit être effectué :

- lorsque les devis ne sont pas conformes aux besoins exprimés, auprès :
 - des chargés de clientèle ou le conseiller spécialisé véhicules ou le conseiller spécialisé informatique, puis, en fonction de l'importance des difficultés rencontrées ;
 - du directeur territorial (DT) compétent ;
 - du directeur du réseau territorial adjoint (DRTA) ;
 - du directeur du réseau territorial (DRT).
- lorsque la difficulté est liée à un retard de livraison, à une mauvaise exécution ou une inexécution de la commande, auprès :
 - du « service client », puis, en fonction de l'importance des difficultés rencontrées ;
 - du responsable du service client interrégional (RSCI) et du DT ;
 - du DRTA
 - du DRT.

Les coordonnées des interlocuteurs sont communiquées lors de l'entrée en vigueur de la présente convention.

3 – Coordination du partenariat

L'UGAP et TPM désignent, chacune pour ce qui la concerne, les personnes en charge du suivi de l'exécution de la présente convention. L'interlocuteur à l'UGAP est le directeur interrégional adjoint.

Un comité de pilotage se tient au moins deux fois par an entre l'UGAP, représentée par le Directeur du réseau territorial adjoint (DRTA) Sud-Est, d'une part, et TPM, d'autre part.

Des comités techniques se tiennent en fonction des besoins opérationnels, entre le chargé d'affaire et le conseiller spécialisé de l'UGAP et les représentants de TPM concernés.

4 – Retour statistique

L'UGAP adresse annuellement à TPM un rapport d'activité des opérations effectuées et, à tout moment, les informations qu'elle souhaite obtenir quant à l'exécution de la présente convention.

Les indicateurs de suivi sont définis conjointement par les interlocuteurs en charge du suivi de l'exécution de la convention.

5 – Accompagnement des politiques publiques

TPM bénéficie de l'expérience et des compétences de l'UGAP, seule centrale d'achat labélisée Relations Fournisseurs Achats Responsables, qui a l'ambition d'être l'opérateur de référence sur les cinq politiques publiques suivantes :

- Le soutien à l'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- L'achat socialement responsable
- L'achat écologiquement responsable
- La performance de l'achat.

Il s'agit de renforcer les actions liées aux politiques publiques mentionnées ci-dessus et également d'accroître la visibilité aux solutions développées par les entreprises du territoire, grâce au référencement éventuel de l'UGAP, et ainsi, de faciliter pour ces acteurs l'accès à la commande publique.

5.1 Soutien à l'innovation

Dans l'ensemble des interventions qu'elle sera amenée à assurer aux côtés de TPM, l'UGAP s'attachera particulièrement au soutien aux entreprises innovantes. TPM et l'UGAP faciliteront la mise en relation des entreprises innovantes avec tous types d'acheteurs publics du territoire, y compris en sensibilisant ces derniers aux possibilités réglementaires en matière d'achats d'innovations.

L'intégration de nouvelles solutions innovantes à l'offre de l'UGAP sera étudiée si elle est opportune et repose sur un intérêt fort en termes d'achat au sein de TPM. Pour ce faire, l'UGAP proposera une grille d'analyse permettant une pré-qualification du caractère innovant des solutions présentées. La qualification des innovations sera opérée par les équipes spécialisées de l'UGAP au regard des éléments qui leur auront été transmis. Ensuite, seront étudiées les pistes d'intégration possible au catalogue de l'UGAP.

L'UGAP fournira annuellement à TPM les données sur l'importance du soutien à l'innovation que ses adhérents consentent, grâce à l'intermédiation de l'UGAP.

5.2 Faciliter l'accès des PME à la commande publique

L'UGAP s'est engagée dans une politique de facilitation d'accès des PME à la commande publique en utilisant tous les leviers règlementaires à sa disposition (allotissement, multi-attribution, encouragement aux groupements de commande, paiement à 30 jours raccourci à quelques jours en cas de recours à l'affacturage collaboratif...).

L'intégration de nouvelles solutions de PME à l'offre de l'UGAP sera étudiée si elle est opportune et repose sur un intérêt fort en termes d'achat au sein de TPM. Pour ce faire, l'UGAP proposera une grille d'analyse permettant une pré-qualification des solutions présentées par les PME. Ils conviendront de même des secteurs d'intérêt prioritaire de l'UGAP. Ensuite, l'UGAP étudiera les pistes possibles d'intégration au catalogue de l'UGAP.

L'UGAP fournira annuellement à TPM les données permettant de mesurer l'effort de soutien des deux partenaires aux PME.

5.3 Valoriser l'achat public responsable

L'UGAP fait de ses marchés un levier opérationnel de responsabilité sociale et environnementale. Pour ce faire, tous les leviers réglementaires sont mobilisés dans les marchés de l'UGAP, chaque fois que la réglementation le permet et que le marché y est favorable. C'est ainsi que l'UGAP a inclus des clauses sociales ou environnementales dans plus de la moitié de ses marchés, tous types d'achats confondus, et que la presque totalité des marchés de service sont concernés spécifiquement.

L'UGAP fournira annuellement à TPM les statistiques relatives aux achats comportant des critères de développement durable effectués par ses adhérents par l'intermédiation de l'UGAP.

5.4 Contribuer aux efforts de la Métropole en matière d'efficacité de l'achat public

L'UGAP considère que la performance de ses achats est une condition indispensable pour déployer sa politique de responsabilité vis-à-vis de toutes ses parties prenantes. C'est pourquoi le suivi de la performance de ses marchés doit être mis au service de ses clients pour intégrer ces données au sein de leur propre suivi de gains achats.

Une fois l'an, au cours du premier trimestre, l'UGAP transmettra à TPM un retour statistique sur les gains achat réalisés par ses adhérents via l'UGAP, selon la méthodologie définie par l'UGAP et sur les commandes réalisées l'année précédente.